

Résolution adoptée à la séance plénière du 13 janvier 2021

Filières stratégiques : définir et mettre en œuvre les priorités

Déclaration du groupe de l'UNSA

La crise sanitaire a agi comme un révélateur de nos fragilités et insuffisances, déjà présentes ou sous-jacente, mais qui ainsi concentrées et exposées deviennent criantes.

Nous nous sommes réveillés dépendants à des chaînes internationales qui mettent à mal notre souveraineté et la maîtrise de nos intérêts économiques mais aussi sociaux. Dépendants et piqués dans notre orgueil.

Car plus qu'un point de PIB, il s'agit d'établir les conditions de notre sécurité mais aussi d'une vitalité économique qui corresponde à des critères qui nous rassemblent ici, en termes de partage de valeur, d'équilibre des territoires et de conditions de droits respectueuses des femmes et des hommes, et plus encore propice à l'effectivité de notre pacte républicain.

Ainsi si les travaux présentés se sont attachés à décrire des critères sectoriels, économiques et géopolitiques, ils s'attachent et même insistent sur la nécessité d'avoir une lecture systémique dans les processus de production, des conditions de prises de décision via une gouvernance plus diversifiée, plus proches de l'opérationnel et plus protégé des injonctions financières de court terme, aux stratégies d'achats et de collaborations inter-entreprises, et une action de l'Etat plus ciblée, coordonnées notamment dans le cadre d'une agence de participation de l'Etat transformée.

Et comme « l'intendance ne suit pas » cet avis nous alerte à propos sur la nécessité de services et infrastructures publiques en cohérence avec les transitions en cours. Mais plus encore nous avons besoin de filières porteuses d'avenir pour tous, d'emplois qualitatifs et d'un nouveau regard sur les filières et les métiers. Un ministère de l'industrie nous permettrait de réinstaller une lecture de notre économie plus puissante car diversifiée et de participer plus opérationnellement à la construction d'outils juridiques tant au niveau national qu'europpéen plus appropriés en ces temps de guerre économique et plus en accords avec nos fondements sociétaux.

Et comme « l'avenir ne se prévoit pas, il se prépare », nous attendons d'un Haut Commissariat au Plan, la capacité d'impulser une réflexion transverse et de long terme, une planification forcément évolutive et partenariale, mais sécurisée par une trajectoire financière à l'image de la Programmation Pluriannuelle de l'Industrie et celle des infrastructures de réseau, souhaités en cette instance. L'UNSA votera cet avis.